

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2022/34708]

12 JANVIER 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police concernant la parenté sociale et le congé parental

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 121, remplacé par la loi du 26 avril 2002;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo);

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 28 juin 2022;

Vu le protocole de négociation n° 556 du comité de négociation pour les services de police du 13 juillet 2022;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 31 août 2022;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 3 octobre 2022;

Considérant que l'avis du Conseil des bourgmestres n'a pas été régulièrement donné dans le délai fixé et qu'aucune demande de prolongation n'a été formulée; qu'en conséquence, il a été passé outre;

Vu l'avis 72.482/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 novembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article VIII.I.1^{er} PJPo, modifié par l'arrêté royal du 31 août 2005, est complété par les 3° et 4° rédigés comme suit :

“3° “enfant placé”: l'enfant pour lequel le membre du personnel ou son conjoint a été désigné dans le cadre du placement familial par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente ou par les services communautaires compétents en matière de protection de la jeunesse;

4° “placement familial de longue durée”: le placement à propos duquel il est clair dès le début que l'enfant séjournera au minimum six mois au sein de la même famille d'accueil auprès des mêmes parents d'accueil et dans le cadre duquel l'enfant est inscrit en tant que membre de cette famille dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de la commune où la famille, le parent d'accueil ou les parents d'accueil ont leur résidence.”.

Art. 2. A l'article VIII.IV.7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, PJPo, remplacé par l'arrêté royal du 29 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) la disposition au point 3° est remplacée par ce qui suit :

“3° une personne accueillie en vue de son adoption ou en vue de l'exercice d'une tutelle officieuse;”;

b) il est inséré un 4° rédigé comme suit:

“4° un enfant placé accueilli à ce moment-là dans la famille du membre du personnel conformément à l'article VIII.I.1^{er}, 3°.”.

Art. 3. L'article VIII.VII.1^{er} PJPo, modifié par l'arrêté royal du 18 novembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

“Art. VIII.VII.1^{er}. Le membre du personnel en activité de service, à l'exception de l'aspirant, obtient, lors de la naissance ou de l'adoption de son enfant, un congé parental qui peut être pris :

- soit sous la forme d'un congé à temps plein durant une période de trois mois. Au choix du membre du personnel, cette période peut être fractionnée par mois;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2022/34708]

12 JANUARI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten betreffende het zorgouderschap en het ouderschapsverlof

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPo);

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 28 juni 2022;

Gelet op het protocol van onderhandeling nr. 556 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten van 13 juli 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 31 augustus 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 3 oktober 2022;

Overwegende dat het advies van de Raad van burgemeesters niet regelmatig binnen de voorgeschreven termijn is gegeven en dat geen verzoek om verlenging van de termijn gedaan is; dat er bijgevolg aan is voorbijgegaan;

Gelet op advies 72.482/2 van de Raad van State, gegeven op 30 november 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel VIII.I.1 RPPo, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 augustus 2005, wordt aangevuld met de bepalingen onder 3° en 4°, luidende:

“3° “pleegkind”: het kind waarvoor het personeelslid of zijn echtgeno(o)t(e) in het raam van de pleegzorg is aangesteld door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende dienst voor pleegzorg of door de bevoegde gemeenschapsdiensten inzake jeugdbescherming;

4° “langdurige pleegzorg”: pleegzorg waarvan bij aanvang duidelijk is dat het kind voor minstens zes maanden in hetzelfde pleeggezin bij dezelfde pleegouder of dezelfde pleegouders zal verblijven en waarbij het kind als deel uitmakend van dat gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar het gezin, de pleegouder of pleegouders zijn/hun verblijfplaats heeft/hebben, is ingeschreven.”.

Art. 2. In artikel VIII.IV.7, § 1, eerste lid, RPPo, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de bepaling onder 3° wordt vervangen als volgt:

“3° een persoon opgenomen met het oog op zijn adoptie of met het oog op de uitoefening van een pleegvoogdij;”;

b) er wordt een bepaling onder 4° ingevoegd, luidende:

“4° een pleegkind dat op dat ogenblik in het gezin van het personeelslid is opgenomen overeenkomstig artikel VIII.I.1, 3°.”.

Art. 3. Artikel VIII.VII.1 RPPo, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 november 2004, wordt vervangen als volgt:

“Art. VIII.VII.1. Aan het personeelslid in dienstactiviteit, met uitzondering van de aspirant, wordt bij de geboorte of bij de adoptie van zijn kind, een ouderschapsverlof toegestaan dat kan genomen worden:

- hetzij gedurende een periode van drie maanden als voltijds verlof. Op vraag van het personeelslid kan deze periode worden opgesplitst in maanden;

- soit, quand il est employé à temps plein, sous la forme d'une réduction des prestations de moitié durant une période de six mois. Au choix du membre du personnel, cette période peut être fractionnée en périodes de deux mois ou un multiple de ce chiffre;

- soit, quand il est employé à temps plein, sous la forme d'une réduction des prestations d'un cinquième durant une période de quinze mois. Au choix du membre du personnel, cette période peut être fractionnée en périodes de cinq mois ou un multiple de ce chiffre.

Le membre du personnel a la possibilité dans le cadre de l'exercice de son droit au congé parental de faire usage des différentes modalités prévues à l'alinéa 1^{er}. Lors d'un changement de forme, il convient de tenir compte du principe qu'un mois de congé à temps plein est équivalent à deux mois de réduction des prestations de moitié et à cinq mois de réduction des prestations d'un cinquième.

Le membre du personnel a droit au congé parental :

- en raison de la naissance de son enfant, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son douzième anniversaire;

- en raison de l'adoption d'un enfant, pendant une période qui court à partir de l'inscription de l'enfant comme faisant partie de son ménage, au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où le membre du personnel a sa résidence, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son douzième anniversaire.

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, ou que 9 points au moins ont été reconnus dans l'ensemble des trois piliers de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, il n'y a pas de limite d'âge.

La condition du douzième anniversaire doit être satisfaite au plus tard pendant la période de congé parental en cours."

Art. 4. L'intitulé de la partie VIII, titre VIII, PJPOL, remplacé par les arrêtés royaux du 10 mars 2008 et du 29 janvier 2014, est remplacé par ce qui suit :

"TITRE VIII.- CONGE D'ADOPTION, CONGE D'ACCUEIL, CONGE PARENTAL D'ACCUEIL ET CONGE POUR SOINS D'ACCUEIL".

Art. 5. L'article VIII.VIII.1^{er} PJPOL, remplacé par l'arrêté royal du 10 mars 2008 et modifié par l'arrêté royal du 29 janvier 2014, est remplacé par ce qui suit :

"Art. VIII.VIII.1^{er}. § 1^{er}. Un congé d'adoption est accordé pendant une période de maximum six semaines au membre du personnel, à l'exception de l'aspirant, qui adopte un enfant mineur.

Le congé d'adoption de six semaines par parent adoptif est allongé de la manière suivante pour le parent adoptif ou pour les deux parents adoptifs ensemble :

- 1° de trois semaines à partir du 1^{er} janvier 2023;
- 2° de quatre semaines à partir du 1^{er} janvier 2025;
- 3° de cinq semaines à partir du 1^{er} janvier 2027.

S'il y a deux parents adoptifs, ceux-ci se répartissent entre eux les semaines supplémentaires.

Le congé peut être fractionné par semaine et doit être pris au plus tard dans les sept mois qui suivent l'accueil de l'enfant dans la famille du membre du personnel. Dans le cadre d'une adoption internationale, le membre du personnel peut, à sa demande, prendre maximum quatre semaines de ce congé avant que l'enfant ne soit effectivement accueilli dans la famille afin de préparer l'accueil effectif de l'enfant dans sa famille.

§ 2. Le membre du personnel qui souhaite bénéficier du congé par application du présent article communique à l'autorité compétente la date à laquelle le congé prendra cours et sa durée. Cette communication se fait par écrit au moins un mois avant le début du congé à moins que l'autorité compétente n'accepte un délai plus court à la demande de l'intéressé.

- hetzij gedurende een periode van zes maanden in het kader van een vermindering van de prestaties met de helft wanneer het personeelslid voltijds tewerkgesteld is. Op vraag van het personeelslid kan deze periode worden opgesplitst in periodes van twee maanden of een veelvoud hiervan;

- hetzij gedurende een periode van vijftien maanden in het kader van een vermindering van de prestaties met één vijfde wanneer het personeelslid voltijds tewerkgesteld is. Op vraag van het personeelslid kan deze periode worden opgesplitst in periodes van vijf maanden of een veelvoud hiervan.

Het personeelslid heeft de mogelijkheid om bij het opnemen van zijn ouderschapsverlof gebruik te maken van de verschillende modaliteiten vermeld in het eerste lid. Bij een wijziging van de opnamevorm moet rekening worden gehouden met het principe dat één maand voltijds verlof gelijk is aan twee maanden vermindering van de prestaties met de helft en gelijk is aan vijf maanden vermindering van de prestaties met één vijfde.

Het personeelslid heeft recht op het ouderschapsverlof:

- naar aanleiding van de geboorte van zijn kind tot het kind twaalf jaar wordt;

- in het kader van de adoptie van een kind gedurende een periode die loopt vanaf de inschrijving van het kind als deel uitmakend van zijn gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar het personeelslid zijn verblijfplaats heeft, tot het kind twaalf jaar wordt.

Wanneer het kind voor ten minste 66 % getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid of een aandoening heeft, die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag of dat ten minste 9 punten toegekend worden in alle drie de pijlers samen van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag, is er geen leeftijdsgrens.

Aan de voorwaarde van de twaalfde verjaardag moet voldaan zijn uiterlijk gedurende de lopende periode van het ouderschapsverlof."

Art. 4. Het opschrift van deel VIII, titel VIII, RPPOL, vervangen bij de koninklijke besluiten van 10 maart 2008 en van 29 januari 2014, wordt vervangen als volgt:

"TITEL VIII.- ADOPTIEVERLOF, OPVANGVERLOF, PLEEGOUDERVERLOF EN PLEEGZORGVERLOF".

Art. 5. Artikel VIII.VIII.1 RPPOL, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 maart 2008 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 januari 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. VIII.VIII.1. § 1. Een adoptieverlof wordt toegestaan gedurende een periode van maximum zes weken aan het personeelslid, met uitzondering van de aspirant, dat een minderjarig kind adopteert.

Het adoptieverlof van zes weken per adoptieouder wordt als volgt opgetrokken voor de adoptieouder of voor beide adoptieouders samen:

- 1° met drie weken vanaf 1 januari 2023;
- 2° met vier weken vanaf 1 januari 2025;
- 3° met vijf weken vanaf 1 januari 2027.

In geval van twee adoptieouders worden deze bijkomende weken onderling tussen hen verdeeld.

Het verlof kan worden gesplitst in weken en dient te worden genomen uiterlijk binnen de zeven maanden na de opname van het kind in het gezin van het personeelslid. In het kader van een interlandelijke adoptie kan het personeelslid op zijn vraag ten hoogste vier weken van dit verlof opnemen vooraleer het kind effectief in het gezin wordt opgenomen om de daadwerkelijke opvang van het kind in zijn gezin voor te bereiden.

§ 2. Het personeelslid dat het verlof wenst te genieten bij toepassing van dit artikel deelt aan de bevoegde overheid de datum mee waarop het verlof zal aanvangen en de duur ervan. De mededeling gebeurt schriftelijk minstens één maand vóór de aanvang van het verlof, tenzij de bevoegde overheid op verzoek van de betrokkene een kortere termijn aanvaardt.

Le membre du personnel doit présenter les documents suivants :

1° une attestation, délivrée par l'autorité centrale communautaire compétente, qui confirme l'attribution de l'enfant au membre du personnel pour obtenir le congé de quatre semaines au plus avant que l'enfant ne soit accueilli dans la famille dans le cadre d'une adoption internationale;

2° une attestation qui confirme l'inscription de l'enfant au registre de la population ou au registre des étrangers pour pouvoir prendre le congé restant;

3° une déclaration sur l'honneur attestant, selon le cas, de la répartition des semaines supplémentaires de congé d'adoption entre les deux parents adoptifs ou de l'attribution de ces semaines au seul parent adoptif qui utilise ce congé. Cette déclaration sur l'honneur, signée par les deux parents adoptifs, n'est nécessaire que si la famille adoptive se compose de deux parents adoptifs.

§ 3. La durée maximum du congé d'adoption est doublée lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont octroyés dans le pilier 1 de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales ou d'au moins 9 points dans l'ensemble des trois piliers de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales.

La durée maximale du congé d'adoption est allongée de deux semaines par parent adoptif en cas d'adoption simultanée de plusieurs enfants mineurs.

La durée maximum du congé d'adoption est réduite de quatre semaines pour les naissances survenues à partir du 1^{er} janvier 2023, lorsque le membre du personnel a obtenu pour le même enfant un congé de circonstances en application de l'article VIII.IV.1, § 1^{er}, 2°, ou un congé à l'occasion d'une naissance en application de l'article 30, § 2, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

La durée maximum du congé d'adoption est réduite du nombre de semaines de congé d'accueil que le membre du personnel a déjà obtenu pour le même enfant en application de l'article VIII.VIII.2."

Art. 6. A l'article VIII.VIII.2 PJPoL, remplacé par l'arrêté royal du 10 mars 2008 et modifié par l'arrêté royal du 29 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "ou qui accueille un mineur dans sa famille suite à une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil" sont abrogés;

2° l'alinéa 3 est complété par les mots "ou que 9 points au moins ont été reconnus dans l'ensemble des trois piliers de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales".

Art. 7. Dans la partie VIII, titre VIII, PJPoL, il est inséré un article VIII.VIII.4 rédigé comme suit :

"Art. VIII.VIII.4. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article VIII.VIII.3, le membre du personnel qui est désigné comme parent d'accueil par le tribunal, par un service de placement agréé par une communauté compétente, par les services de l'Aide à la Jeunesse, par le "Comité Bijzondere Jeugdbijstand" ou par le "Jugendhilfedienst" et qui dans le cadre d'un placement familial de longue durée, accueille un enfant mineur dans sa famille, a droit une seule fois, pour prendre soin de cet enfant, à un congé parental d'accueil pendant une période ininterrompue de maximum six semaines.

Dans le cas où le membre du personnel choisit de ne pas prendre le nombre maximal de semaines prévues dans le cadre du congé parental d'accueil, le congé doit être au moins d'une semaine ou d'un multiple d'une semaine.

Het personeelslid dient de volgende documenten voor te leggen:

1° een attest, uitgereikt door de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap, waarin de toewijzing van het kind aan het personeelslid wordt bevestigd, om het verlof van ten hoogste vier weken te verkrijgen vooraleer het kind wordt opgenomen in het gezin in het raam van de interlandelijke adoptie;

2° een attest dat de inschrijving van het kind in het bevolkings- of vreemdelingenregister bevestigt om het resterende verlof te kunnen opnemen;

3° een verklaring op eer die, al naargelang het geval, de verdeling van de bijkomende weken adoptieverlof tussen de twee adoptieouders of de toewijzing van deze weken aan de enige adoptieouder die van dit verlof gebruik maakt, vastlegt. Deze verklaring op eer, ondertekend door de beide adoptieouders, is enkel nodig als het adoptiegezin bestaat uit twee adoptieouders.

§ 3. De maximumduur van het adoptieverlof wordt verdubbeld, wanneer het kind getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66% of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten worden toegekend in pijler 1 van de medisch-sociale schaal overeenkomstig de regeling betreffende de kinderbijslag of dat ten minste 9 punten worden toegekend in alle drie de pijlers samen van de medisch-sociale schaal overeenkomstig de regeling betreffende de kinderbijslag.

De maximumduur van het adoptieverlof wordt met twee weken per adoptieouder verlengd bij de gelijktijdige adoptie van meerdere minderjarige kinderen.

De maximumduur van het adoptieverlof wordt verminderd met vier weken voor de bevallingen die plaatsvinden vanaf 1 januari 2023, wanneer het personeelslid voor hetzelfde kind een omstandigheidsverlof in toepassing van artikel VIII.IV.1, § 1, 2°, of een geboorteverlof in toepassing van artikel 30, § 2, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten heeft genoten.

De maximumduur van het adoptieverlof wordt verminderd met het aantal weken opvangverlof in toepassing van artikel VIII.VIII.2 die het personeelslid reeds heeft genoten voor hetzelfde kind."

Art. 6. In artikel VIII.VIII.2 RPPoL, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 maart 2008 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "of dat een minderjarige opneemt in zijn gezin ingevolge een rechterlijke beslissing tot plaatsing in een opvanggezin" opgeheven;

2° het derde lid wordt aangevuld met de woorden "of dat ten minste 9 punten worden toegekend in alle drie de pijlers samen van de medisch-sociale schaal overeenkomstig de regeling betreffende de kinderbijslag".

Art. 7. In deel VIII, titel VIII, RPPoL, wordt een artikel VIII.VIII.4 ingevoegd, luidende:

"Art. VIII.VIII.4. § 1. Onverminderd artikel VIII.VIII.3, heeft het personeelslid dat is aangesteld als pleegouder door de rechtbank, door een door een bevoegde gemeenschap erkende dienst voor pleegzorg, door de diensten van "l'Aide à la Jeunesse", door het "Comité Bijzondere Jeugdbijstand" of door de "Jugendhilfedienst" en dat naar aanleiding van een plaatsing in het kader van een langdurige pleegzorg een minderjarig kind in zijn gezin onthaalt, met het oog op de zorg voor dit kind, eenmalig recht op pleegouderverlof gedurende een aaneengesloten periode van maximum zes weken.

Indien het personeelslid ervoor kiest om niet het toegestane maximum aantal weken pleegouderverlof op te nemen, dient het verlof ten minste een week of een veelvoud van een week te bedragen.

Le congé parental d'accueil de six semaines par parent est allongé de la manière suivante pour le parent d'accueil ou pour les deux parents d'accueil ensemble :

- 1° de trois semaines à partir du 1^{er} janvier 2023;
- 2° de quatre semaines à partir du 1^{er} janvier 2025;
- 3° de 5 semaines à partir du 1^{er} janvier 2027.

Si la famille d'accueil comprend deux personnes, qui sont désignées ensemble comme parent d'accueil de l'enfant, ceux-ci se répartissent entre eux les semaines supplémentaires visées à l'alinéa 3.

§ 2. Pour pouvoir exercer le droit au congé parental d'accueil, ce congé doit prendre cours dans les douze mois qui suivent l'inscription de l'enfant comme faisant partie du ménage du membre du personnel dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de sa commune de résidence.

Le membre du personnel qui souhaite bénéficier du congé par application du présent article communique à l'autorité compétente la date à laquelle le congé prendra cours et sa durée. La communication se fait par écrit au minimum un mois avant le début du congé, sauf si l'autorité compétente accepte un délai plus court à la demande de la personne intéressée.

Le membre du personnel doit, au plus tard au début du congé parental d'accueil, présenter les documents suivants :

- 1° les documents attestant l'évènement qui ouvre le droit au congé parental d'accueil;
- 2° une déclaration sur l'honneur attestant, selon le cas, de la répartition des semaines supplémentaires de congé parental d'accueil entre les deux parents d'accueil ou de l'attribution de ces semaines au seul parent d'accueil qui utilise ce congé. Cette déclaration sur l'honneur, signée par les deux parents d'accueil, n'est nécessaire que si la famille d'accueil se compose de deux parents d'accueil.

§ 3. La durée maximale du congé parental d'accueil est doublée lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont octroyés dans le pilier 1 de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales ou d'au moins 9 points dans l'ensemble des trois piliers de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales.

La durée maximale du congé parental d'accueil est allongée de deux semaines par parent d'accueil en cas d'accueil simultané de plusieurs enfants mineurs dans le cadre d'un placement familial de longue durée.

La durée maximum du congé parental d'accueil est réduite du nombre de semaines de congé d'accueil en application de l'article VIII.VIII.2, que le membre du personnel a déjà obtenu pour le même enfant."

Art. 8. Les articles 1, 4, 5 et 7 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Les articles 5 et 7 ne s'appliquent qu'aux demandes introduites à partir du 1^{er} décembre 2022 et pour autant que le congé commence au plus tôt le 1^{er} janvier 2023.

Les articles 2, 3 et 6 entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 janvier 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN
Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Het pleegouderverlof van zes weken per ouder wordt als volgt opgetrokken voor de pleegouder of voor beide pleegouders samen:

- 1° met drie weken vanaf 1 januari 2023;
- 2° met vier weken vanaf 1 januari 2025;
- 3° met vijf weken vanaf 1 januari 2027.

Indien het pleeggezin bestaat uit twee personen, die beiden zijn aangesteld als pleegouder van het kind, worden de bijkomende weken bedoeld in het derde lid onderling tussen hen verdeeld.

§ 2. Om het recht op pleegouderverlof te kunnen uitoefenen, moet dit verlof een aanvang nemen binnen twaalf maanden volgend op de inschrijving van het kind als deel uitmakend van het gezin van het personeelslid in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar hij zijn verblijfplaats heeft.

Het personeelslid dat het verlof wenst te genieten bij toepassing van dit artikel deelt aan de bevoegde overheid de datum mee waarop het verlof zal aanvangen en de duur ervan. De mededeling gebeurt schriftelijk minstens één maand vóór de aanvang van het verlof, tenzij de bevoegde overheid op verzoek van de betrokkene een kortere termijn aanvaardt.

Het personeelslid dient, ten laatste bij de aanvang van het pleegouderverlof, de volgende documenten voor te leggen:

- 1° de documenten ter staving van de gebeurtenis die het recht op pleegouderverlof doet ontstaan;
- 2° een verklaring op eer die, al naargelang het geval, de verdeling van de bijkomende weken pleegouderverlof tussen de twee pleegouders of de toewijzing van deze weken aan de enige pleegouder die van dit verlof gebruik maakt, vastlegt. Deze verklaring op eer, ondertekend door de beide pleegouders, is enkel nodig als het pleeggezin bestaat uit twee pleegouders.

§ 3. De maximumduur van het pleegouderverlof wordt verdubbeld, wanneer het kind getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66% of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten worden toegekend in pijler 1 van de medisch-sociale schaal overeenkomstig de regeling betreffende de kinderbijslag of dat ten minste 9 punten worden toegekend in alle drie de pijlers samen van de medisch-sociale schaal overeenkomstig de regeling betreffende de kinderbijslag.

De maximumduur van het pleegouderverlof wordt met twee weken per pleegouder verlengd ingeval van gelijktijdig onthaal van meerdere minderjarige kinderen naar aanleiding van een plaatsing in het kader van langdurige pleegzorg.

De maximumduur van het pleegouderverlof wordt verminderd met het aantal weken opvangverlof in toepassing van artikel VIII.VIII.2 dat het personeelslid reeds heeft genoten voor hetzelfde kind."

Art. 8. De artikelen 1, 4, 5 en 7 treden in werking op 1 januari 2023. De artikelen 5 en 7 zijn van toepassing op aanvragen die worden ingediend vanaf 1 december 2022 en voor zover het verlof ten vroegste aanvangt vanaf 1 januari 2023.

De artikelen 2, 3 en 6 treden in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 januari 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN
De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE